

France

Le CFCM boycotte le débat sur l'Islam

Le débat sur la laïcité et la place de l'Islam en France, organisé par le parti présidentiel UMP, se tient aujourd'hui à Paris en l'absence des responsables musulmans, qui dénoncent une stigmatisation.

Amine Harmach (avec AFP)

C'est aujourd'hui que se tient le débat controversé sur la laïcité et la place de l'Islam en France. Organisé par le parti présidentiel UMP et voulu par le président Nicolas Sarkozy, ce débat est marqué par l'absence du Premier ministre François Fillon et des responsables musulmans qui dénoncent une stigmatisation. Le Conseil français du culte musulman (CFCM), instance représentative présidée par Mohammed Moussaoui, a annoncé qu'il boycottait la réunion, soulignant l'exaspération des musulmans qui se sentent «*traités comme les boucs émissaires*» des problèmes de la

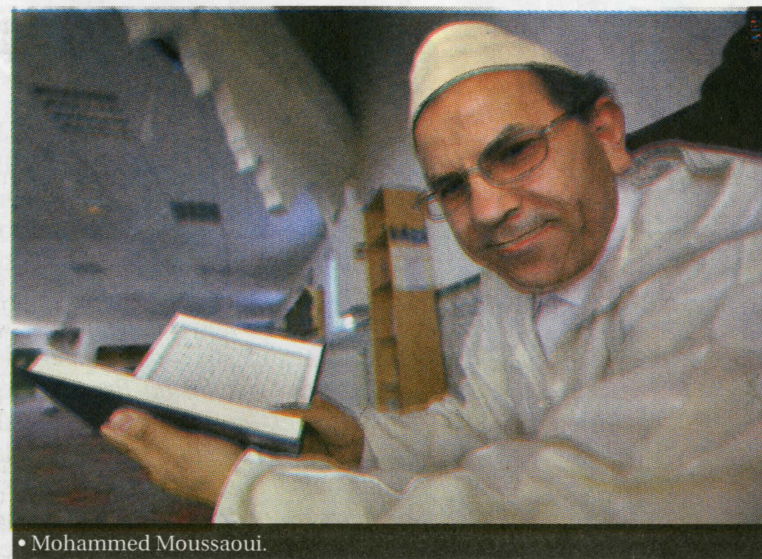
société française. Pour sa part, le recteur de la Grande Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, a critiqué une propension en France de rendre les musulmans responsables des maux de la société, à la veille de chaque échéance électorale. Et samedi 2 avril, quelques centaines de personnes ont manifesté à Paris contre cette convention.

Par ailleurs, les musulmans ont annoncé qu'ils seraient représentés par des «*observateurs*», tout comme les catholiques, les protestants et les orthodoxes. Pour les juifs, le Grand rabbin de France Gilles Bernheim a dit qu'il participerait lui-même au débat. Le Premier ministre François Fillon, qui sera absent ce mardi 5 avril, n'avait pas caché dès le départ son hostilité à l'idée

de ce débat. D'autres membres de l'UMP, notamment la ministre des Solidarités, Roselyne Bachelot, ont annoncé qu'ils n'y assisteraient pas non plus.

Par contre une douzaine de ministres devraient être présents convoquée de 16h00 (14h00 GMT) à 20h00 (18h00 GMT) dans un hôtel parisien.

Le chef du parti majoritaire UMP Jean-François Copé a multiplié les interventions dans les médias pour justifier ce débat controversé, alors que ses détracteurs, à droite comme à gauche, dénoncent des visées politiciennes pour contrer la montée du Front National (extrême droite). Parmi les sujets qui seront abordés lors de cette réunion, on note la formation des imams, les lieux de culte, la rédaction d'un «*code de la laïcité et de la liberté religieuse*», les règles à l'hôpital et à la crèche ou la création d'un «*diplôme sur la laïcité et les principes républicains*». Aussi, cette convention devrait déboucher sur une proposition de



• Mohammed Moussaoui.

résolution parlementaire et quelques mesures ciblées, sans toucher pour autant à la loi de 1905 qui organise une stricte séparation des églises et de l'Etat.

Après les discussions sur «*l'identité nationale*» en 2009-2010 qui avaient donné lieu à des dérapages racistes, l'annonce de ce nouveau débat a soulevé les inquiétudes de nombreux musul-

mans en France. Rappelons que l'Islam est la deuxième religion en France avec cinq à six millions de fidèles, dont deux à trois millions de Français de souche, soit quasiment la moitié. A un an de la présidentielle de 2012, l'Islam est devenu un thème majeur du débat politique en France, sur fond de montée du Front National de Marine Le Pen. ■